

Ce n'est pas, "**la**" République, en tant que *technique* ou *forme* de gouvernement qui nous gêne et que nous critiquons. C'est "**cette**" république, qui a une histoire, à laquelle elle ne peut ni ne veut -semble-t-il...- échapper, et qui est fondamentalement anti-chrétienne, anti-historique, dans la mesure où elle rejette nos racines et se construit sans elles, en dehors d'elles et contre elles ("**du passé faisons table rase...**").

Elle qui fonctionne un peu -prenons une image- comme un *diffuseur d'ambiance*: elle diffuse un *esprit*, une *mentalité*, mais cet esprit et cette mentalité vont directement *contre* nos Racines historiques profondes; elles nient et combattent ces Racines historiques et chrétiennes....

Crier "**Vive la république !**" si nous étions en Suisse ou en Allemagne, cela irait de soi, et nous n'aurions aucune répugnance à nous affirmer républicains, ce régime n'ayant absolument pas, dans ces deux pays voisins, la moindre trace des connotations idéologiques qu'il a chez nous.. Qui militerait pour l'instauration d'une monarchie en Suisse ? Être "**pour**" un *roi de Suisse*, parce que nous sommes partisans de la Royauté en France, serait précisément aux antipodes de ce réalisme qui est le nôtre et que nous ne cessons d'opposer à l'idéologie révolutionnaire de 1789/1793, et à la *république idéologique* qui en est issue.

Ce n'est donc certes pas "**la**" république, ou "**toute**" république (pas plus que "**la**" démocratie, ou "**toute**" démocratie) que nous critiquons, mais "**cette**" *république idéologique* qui est la nôtre (et cela vaut aussi pour "**cette**" *démocratie idéologique* qui est la nôtre...) qui en une seule année, l'année terrible 1793, a posé les bases des Totalitarismes et des Génocides modernes. Et sans avoir jamais effectué le moindre travail de mémoire ou de repentance, elle qui se repend de tout et à tout propos ! Elle ajoute ainsi le crime de *mémoricide* à son *négationnisme* et à son *révisionnisme*.

Cependant, les choses sont-elles écrites pour toujours ? En d'autres termes, pourrait-il y avoir un jour une *bonne république* en France ? Une telle question mérite d'être posée même si, vaguement iconoclaste, elle pourrait aller jusqu'à remettre en cause le projet royaliste ! Mais il est légitime de poser cette question deux siècles après la révolution : *et si, finalement débarrassée du venin idéologique des origines, la république finissait par se transformer peu à peu en ce qu'elle est partout ailleurs dans le monde (sauf chez nous, encore la fameuse exception française !...): une simple technique de gestion, une simple forme de gouvernement ?*

Après tout, la République, au sens de la Révolution, n'a pas plus qu'un autre régime les promesses de l'éternité. Comme les virus ou les épidémies, les idéologies peuvent, elles aussi, s'épuiser, finir leurs cycles, cesser pour un temps (ou pour quelques siècles) d'être virulentes. Les XIXème et XXème siècles révolutionnaires – où les peuples se sont épuisés à l'expérience désastreuse des idéologies – ne pourraient-ils pas avoir aussi épuisé les forces de l'Idéologie ? C'est à voir. La République, alors, pourrait-elle, en France, devenir viable ?

Que faudrait-il, alors, pour que *cette* république (aujourd'hui encore et toujours *république idéologique*) devienne une "**bonne**" république ?

Nous y voyons au moins quatre conditions:

1) Qu'elle cesse d'être une idéologie ou pire encore – ce qu'elle est en fait – une religion, pour devenir un moyen de gouvernement comme un autre.

Plus de « **piliers du temple** » (propos de Jacques Chirac, parlant de la Loi de 1905...), plus de « **temple** » du tout, plus de prétention totalitaire à être un « **absolu universel** » - notion abstraite et révolutionnaire issue de 89.

(Par parenthèse, la république française ne peut pas être saine et précisée parce qu'elle est, elle-même, de fondation, une religion, laquelle est *religion d'Etat*)

2) Qu'elle cesse d'être anti historique.

Qu'elle assume désormais l'intégralité de notre histoire nationale, alors que les principes de la république française reposent jusqu'à présent sur l'idée que la France héritée du tréfonds de l'Histoire, a été abolie par la déclaration de 1791. Elle doit assumer au contraire la totalité de l'héritage national, à commencer par l'héritage capétien et par l'héritage chrétien, fondateurs de la Nation, avec toutes les conséquences de cette « **rupture** » sur

- le droit des Français à préserver l'identité nationale ainsi redéfinie,
- l'enseignement,
- les commémorations du passé national
- la conservation du patrimoine,
- le traitement dû aux héritiers actuels des rois de France.....

Qu'elle accepte une saine critique des phases les plus destructrices de la période révolutionnaire et post-révolutionnaire

(le Martyre des rois Louis XVI et Louis XVII ; de la reine Marie-Antoinette ; le génocide de la Vendée ; les années de Terreur et toutes leurs victimes ; les guerres révolutionnaires et post-révolutionnaires ; les destructions du patrimoine ; les luttes antichrétiennes etc...)

En bref, qu'elle accepte de dresser le constat de ce que René Sédillot avait appelé "**le coût de la Révolution**".

3) Qu'elle abaisse les féodalités minoritaires qui imposent la « pensée unique » à une majorité de Français qui n'en veut plus. (les Politiquement / Historiquement / Moralement corrects)

Ces féodalités sont précisément celles qui dictent leur loi :

- aux grands moyens de communication
- au monde de l'enseignement
- au monde du travail

Sans cela rien n'est possible. Rien n'aura d'effet durable. Tout sera toujours à refaire.....

4) Qu'elle trouve le moyen d'instaurer au sommet de l'État une institution pérenne et indépendante, espace a-démocratique non soumis à l'élection, capable d'incarner et garantir le bien-commun dans la durée. Le chef de la Maison de France, famille fondatrice de la Nation, nous paraît être, dans cet ordre d'idée, la personnalité naturellement désignée pour exercer cette fonction.

Sinon, les inévitables alternances détruiront toujours tout. A supposer que du « **positif** » aurait été accompli. (Ne nous faisons pas d'illusions : nous sommes déjà en 2012 !)

A ces 4 conditions, la république pourrait devenir une "**bonne république**". Ou s'en rapprocher. Mais serait-elle encore *la* République qui a existé jusqu'ici, issue de la Révolution ?

En fait, comme se sont toujours accomplies en France les véritables « **révolutions** » politiques, c'est-à-dire par l'adaptation de l'existant, nous serions entrés dans un nouveau régime. Ce serait une *évolution salvatrice*. Rien ne nous dit ni ne nous assure que nous nous acheminions vers de telles perspectives.

Mais, comme le disait Sénèque, « **il n'y a pas de vent favorable pour qui ne sait pas où il va** ». Il importe en effet de ne pas ignorer les vents favorables – lorsqu'il en existe – et aussi de savoir clairement vers quoi l'on veut aller....

II

Il nous semble également, pour nourrir la réflexion, que l'on peut jeter, en vrac, les réflexions et interrogations suivantes.....

1. L'effondrement du communisme semble avoir clôturé le cycle des révolutions ouvert en 1789, et ruiné l'idéologie révolutionnaire. La république française dispose-t-elle donc encore aujourd'hui d'un fondement, d'une légitimité idéologique ?

2. Est-ce que cette perte des repères et fondements idéologiques de la république française ne se traduit pas, aujourd'hui, par une triple incapacité à agir ou simplement gérer, à organiser la vie politique et institutionnelle, à conserver un minimum d'adhésion et de confiance du peuple français ?

3. En particulier, si l'on se réfère aux circonstances et aux situations les plus actuelles, la république française, privée de dynamique idéologique et affaiblie dans ses capacités à agir, paraît-elle capable de relever les défis cruciaux auxquels la France est confrontée : l'immigration et son corollaire le communautarisme, la mondialisation, le retour des tensions internationales, etc. ... Autrement dit, est-elle capable -ce qui fonde la légitimité de tout pouvoir- d'assurer la survie de la nation française ?

4. A l'inverse, la royauté est-elle ou peut-elle être un recours ? Et, si oui, quel(s) **plus** représente-telle ?

5. On sait qu'avant 1914 Maurras voyait l'urgence de la royauté pour éviter la guerre, mais aujourd'hui il y a urgence à réagir à un autre danger : la république *change le peuple*....

6. Ne faut-il pas poser *la question existentielle*: quelle est la légitimité de l'existence de l'une et l'autre idée, la républicaine et la royale ? Est-il raisonnable de présenter la royauté ? Elle, qui n'existe pas, n'est-elle pas une vue de l'esprit ? Mais à l'inverse la république, qui existe et qui bénéficie de la force d'inertie, a terriblement vieilli et n'a pas tenu ses promesses...

Si chacun des deux systèmes qui a gouverné la France (la république et la monarchie) acceptent l'un et l'autre de ne pas se considérer comme des absolus et acceptent la possibilité de remettre en cause si nécessaire sa légitimité et la légitimité même de son existence, lequel des deux systèmes aujourd'hui paraît le plus ou le moins en défaut, le plus ou le moins défendable, le plus ou le moins critiquable ?....

7. Ne pourrait-on écrire une sorte de *lettre ouverte aux républicains*: est-il encore possible d'être *révolutionnaire* aujourd'hui, et même simplement républicain, après l'effondrement du marxisme ? A Moscou, l'effondrement et la disparition sont une réalité; à Pékin seule reste une apparence factice, totalement digérée et récupérée par un *nationalisme ultra traditionnel*, qui n'a strictement plus rien de marxiste-léniniste, et qui vient au contraire du fin fond des âges de l'histoire chinoise, et qui est directement hérité de la politique traditionnelle des Empereurs. O mânes de Mao ! Tout ça, pour ça ?....

Or le marxisme-léninisme s'est pensé et voulu comme la quintessence de la révolution française, en qui elle a toujours reconnu sa matrice originelle. C'est Clémenceau qui a raison : *la révolution est un bloc*, et son effondrement *là-bas* (Pékin, Moscou...) induit forcément, même si la force d'inertie retarde les échéances, son effondrement *ici*. L'effondrement de tout, et en premier lieu de la croyance, de la foi, du messianisme révolutionnaire.. ; tout le reste suivra, logiquement, comme lorsqu'un lainage commence à se détricoter...